

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

18 novembre 2021

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**relative aux critères d'attribution des  
événements sportifs internationaux aux pays,  
en particulier par rapport aux droits du travail  
et aux droits humains**

(déposée par Mme Vicky Reynaert et  
M. Malik Ben Achour)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 november 2021

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**betreffende de criteria voor toewijzing van  
internationale sportevenementen aan landen,  
in het bijzonder met betrekking tot  
arbeids- en mensenrechten**

(ingediend door mevrouw Vicky Reynaert en  
de heer Malik Ben Achour)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

On se souviendra de l'année 2020 comme de l'année durant laquelle une grande partie de la vie normale, les voyages et les événements majeurs n'étaient guère possibles en raison de la pandémie mondiale de COVID-19. En conséquence, certains tournois sportifs majeurs ont été reportés, faisant de 2021 et 2022 deux années consécutives pendant lesquelles de grands événements sportifs internationaux seront organisés. Le championnat d'Europe de football et les Jeux olympiques d'été de Tokyo sont déjà derrière nous, et l'année prochaine auront lieu la Coupe du monde de football au Qatar et les Jeux olympiques d'hiver à Pékin. Des moments où les projecteurs et les regards de plusieurs millions de personnes dans le monde sont braqués sur les athlètes et sur le pays organisateur et les villes hôtes.

Mais ce que la plupart des gens ne voient pas, c'est ce qui précède l'attribution et l'organisation de ces événements. Du dépôt de la candidature à toute l'organisation et la construction de l'infrastructure nécessaire, en passant par la sélection et l'attribution, c'est un processus qui dure plusieurs années. L'émoi suscité à juste titre par l'organisation de la Coupe du monde de football au Qatar prouve que tout ne se passe pas toujours sans heurts. Un article du *Guardian* faisant état de la mort de 6 500 travailleurs migrants – tous ces décès n'ayant toutefois pas eu lieu lors de la construction des stades de football –, a suscité une vague d'indignation et déclenché un débat dans différents pays sur un possible boycott de la Coupe du monde 2022. Cette critique n'est pas nouvelle: on l'avait déjà entendue à l'approche de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud (2010) et au Brésil (2014) et des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi (2014). À nos yeux, la critique émanant du monde politique arrive toujours beaucoup trop tard. Par exemple, la Coupe du monde 2022 a été attribuée au Qatar en 2010 après tout un processus de sélection, alors que les problèmes du pays en matière de droits du travail et de droits humains dans le pays étaient déjà connus de longue date.

Afin d'éviter de répéter systématiquement les mêmes erreurs, la présente proposition de résolution entend créer un cadre pour les critères à respecter par notre pays, par les fédérations sportives et par la représentation auprès des fédérations sportives internationales lors de l'attribution des grands événements sportifs internationaux, afin que les droits du travail et les droits humains fondamentaux ne soient plus compromis lors

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het jaar 2020 zullen we ons herinneren als het jaar waarin een groot deel van het normale leven, reizen en grote evenementen nauwelijks mogelijk waren door de wereldwijde COVID-19 pandemie. Dat had tot gevolg dat enkele grote sporttoernooien werden verplaatst waardoor 2021 en 2022 twee opeenvolgende jaren met grote internationale sportevenementen zijn. Het Europees Kampioenschap voetbal en de Olympische Zomerspelen van Tokio hebben we al achter de rug, volgend jaar vinden nog het WK voetbal in Qatar en de Olympische Winterspelen in Peking plaats. Momenten waarop de schijnwerpers en de blikken van vele miljoenen mensen wereldwijd gericht zijn op de atleten én het organiserend gastland en de gaststeden.

Wat de meesten echter niet te zien krijgen, is wat voorafgaat aan de toewijzing en organisatie van dergelijke evenementen. Van kandidaatstelling over selectie en toewijzing tot de hele organisatie en bouw van de nodige infrastructuur is een proces van vele jaren. Dat dit niet altijd van een leien dakje verloopt, toont de terecht commotie over het Wereldkampioenschap voetbal in Qatar. Nadat *The Guardian* berichtte over de dood van 6 500 arbeidsmigranten – weliswaar niet enkel bij de bouw van voetbalstadions –, kwam er een golf van verontwaardiging op gang en woedde in verschillende landen een debat over een mogelijke boycot van het Wereldkampioenschap voetbal 2022. Die kritiek is niet nieuw en hebben we opeenvolgend ook in aanloop naar de Wereldkampioenschappen in Zuid-Afrika (2010) en Brazilië (2014) en de Olympische Winterspelen in Sotsji (2014) zien opduiken. Voor ons komt die kritiek vanuit politieke hoek telkens rijkelijk laat. Zo werd het WK 2022 na een hele selectieprocedure al in 2010 toegediend aan Qatar en de problemen met betrekking tot arbeids- en mensenrechten in het land zijn al langer bekend.

Om te voorkomen dat we dezelfde fouten telkens opnieuw maken, wil dit voorstel van resolutie een kader scheppen voor de criteria die moeten worden gevolgd door ons land, de sportfederaties en de vertegenwoordiging bij internationale sportbonden bij het toekennen van grote internationale sportevenementen om te voorkomen dat bij de organisatie van dergelijke evenementen nog langer fundamentele arbeids- en mensenrechten in het

de l'organisation de ces événements. Le respect des droits du travail et des droits humains doit être au centre des préoccupations.

### La Coupe du monde de football 2022 au Qatar

Le 2 décembre 2010, la FIFA a annoncé que le Qatar accueillerait la Coupe du monde 2022. Le choix du Qatar comme pays hôte et le processus d'attribution ont rapidement suscité de nombreuses controverses. Parmi les 22 membres de la FIFA qui ont été autorisés à voter, 11 ont ensuite été légalement poursuivis pour corruption. Leur vote avait tout simplement été acheté. Des têtes ont fini par tomber, la plus célèbre étant celle du président de la FIFA, Sepp Blatter, suspendu pour huit ans en 2015 pour son implication dans le scandale. D'aucuns ont en outre réclamé avec insistance que le Qatar soit déchu de ses droits d'organisation, mais les choses n'en sont finalement jamais arrivées là. Un autre problème réside dans le climat du Qatar, où il fait beaucoup trop chaud en été pour qu'un événement sportif puisse se dérouler dans de bonnes conditions. La FIFA a donc décidé de modifier le calendrier du football et d'organiser une Coupe du monde en novembre et décembre, une première dans l'histoire de ce sport.

Mais ce qui a suscité le plus grand émoi, c'est la situation des droits humains et des droits des travailleurs au Qatar. Plusieurs syndicats et organisations de défense des droits humains, comme Amnesty International, ont dénoncé les mauvais traitements réservés aux travailleurs étrangers qui participent à la construction des stades. Les ouvriers doivent travailler de longues heures sous des températures avoisinant les 50° C, souvent dans des situations dangereuses, et il est question d'esclavage moderne dans le cadre du régime de la "kafala". En vertu de celui-ci, les travailleurs étrangers doivent avoir un "parrain" local qui leur accorde l'autorisation d'entrer dans le pays, supervise leur séjour et doit leur donner l'autorisation de quitter à nouveau le pays. En cas de désaccord sur le salaire, le logement, les conditions de travail et d'autres questions liées au travail, le parrain peut décider de se retirer. Le travailleur migrant est alors déchu de tous ses droits légaux, et il devient ainsi le jouet de l'employeur<sup>1</sup>. Dans la pratique, nombre d'entre eux se retrouvent dans un centre de détention sur simple dénonciation de l'employeur.

En outre, les femmes sont discriminées au Qatar, notamment en raison de l'absence d'une loi criminalisant la violence domestique et de l'existence de lois qui perpétuent l'oppression des femmes. La liberté d'expression y est limitée et la presse s'autocensure. Une loi récemment adoptée pénalise la diffusion de "fausses" informations

<sup>1</sup> <https://www.amnesty-international.be/subthema/qatar-wk-voetbal-2022>.

gedrang komen. Het respecteren van de mensenrechten en arbeidsrechten staat daarbij centraal.

### Het Wereldkampioenschap voetbal 2022 in Qatar

Op 2 december 2010 maakte de FIFA bekend dat Qatar het organiserend land zou worden voor het WK van 2022. Al snel was er heel wat controverse rond de keuze voor Qatar als gastland en de procedure van toekenning. Van de 22 FIFA-leden die mochten stemmen, werden er later 11 juridisch vervolgd wegens corruptie. Hun stemmen werden simpelweg gekocht. De bekendste kop die rolt is die van FIFA-voorzitter Sepp Blatter. Hij wordt in 2015 voor acht jaar geschorst wegens betrokkenheid bij het schandaal. Er werd ook aangedrongen op het schrappen van de organisatierechten van Qatar, maar zo ver komt het uiteindelijk niet. Een ander probleem ligt bij het klimaat in Qatar, waar het 's zomers veel te heet is om een sportevenement te laten doorgaan in gezonde omstandigheden. Daarom besluit de FIFA de voetbalkalender om te gooien en voor het eerst in de geschiedenis een Wereldkampioenschap te organiseren in november en december.

Maar het meeste commotie is er over de mensenrechten en de rechten van arbeiders in Qatar. Verschillende vakorganisaties en mensenrechtenorganisaties zoals Amnesty International wezen op de slechte behandeling van buitenlandse werknemers die betrokken zijn bij de bouw van de stadions. Arbeiders moeten er lange dagen kloppen in temperaturen van rond de 50 °C, vaak in gevaarlijke situaties en er is sprake van moderne slavernij onder het "kafala-systeem". Dat vereist van buitenlandse arbeidskrachten dat zij een lokale sponsor hebben die zorgt voor de toestemming om het land binnen te komen, die toeziet op het verblijf, en die toestemming moet geven om het land weer te verlaten. Bij onenigheid over loon, huisvesting, arbeidsomstandigheden en andere werkgerelateerde zaken, kan de sponsor besluiten zich terug te trekken. Op dat moment vervallen alle wettelijke rechten van de arbeidsmigrant. Zij zijn hierdoor de speelbal van de werkgever<sup>1</sup>. In de praktijk komen velen van hen, louter op aangeven van de werkgever, in een detentiecentrum terecht.

Daarnaast worden in Qatar vrouwen achtergesteld, onder meer door het ontbreken van een wet die huise-lijk geweld strafbaar stelt en het bestaan van wetten die de onderdrukking van vrouwen bestendigt. De vrije meningsuiting is aan banden gelegd en de pers legt zich zelfcensuur op. Een recent aangenomen wet stelt

<sup>1</sup> <https://www.amnesty-international.be/subthema/qatar-wk-voetbal-2022>.

et la publication en ligne d'informations portant atteinte aux "valeurs sociales" du Qatar. Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme s'est dit préoccupé par l' "ingérence" du gouvernement dans les procédures judiciaires.

Mais au cours de la décennie qui s'est écoulée entre l'attribution de la Coupe du monde au Qatar et aujourd'hui, de nombreux progrès ont été réalisés, dans le domaine des droits du travail notamment, grâce à la pression internationale et au travail des syndicats et de l'OIT (Organisation internationale du travail). Deux éléments centraux du système de la kafala ont été abolis à ce jour, mais certaines réformes n'ont pas encore eu lieu en ce qui concerne d'autres éléments de ce système ainsi que le contrôle et la mise en œuvre. Le placement professionnel est confié à des agences officielles, payées par l'employeur. Les travailleurs peuvent changer d'emploi et rentrer chez eux quand ils le souhaitent. Un salaire minimum a été négocié, une première dans les États du Golfe. Des comités de travailleurs sont mis en place, bien qu'il soit encore interdit aux travailleurs migrants de s'affilier à un syndicat. Un bureau de l'OIT a été institué à Doha pour surveiller le système de plaintes, en collaboration avec les syndicats internationaux du secteur. Des services d'inspection contrôlent la sécurité et la santé des travailleurs sur place<sup>2</sup>. En 2017, le Qatar et l'OIT ont signé un accord de coopération technique pour mettre en œuvre des réformes du travail et améliorer la situation des travailleurs migrants. La coopération entre l'OIT et le Qatar s'est traduite par plusieurs réformes, notamment l'introduction de paiements électroniques pour lutter plus efficacement contre les reports de salaire, et la mise en place de conseils de participation dans lesquels les représentants élus des travailleurs peuvent dialoguer avec les représentants de la direction. En janvier 2020, l'exigence du "visa de sortie" a été supprimée, permettant aux travailleurs de quitter le pays sans l'autorisation de leur employeur<sup>3</sup>. Mais tout n'est pas réglé pour autant. La nouvelle législation constitue un revirement et est en cours de mise en œuvre, mais les problèmes n'ont pas tous disparu et des mauvaises pratiques seront encore mises au jour. Le suivi et la pression internationale restent essentiels. Une grande attention doit également être accordée au respect des droits du travail et des droits humains après la Coupe du monde. Néanmoins, le chemin parcouru montre que le sport en général, et plus particulièrement la possibilité d'organiser un grand événement international, peut être un levier pour améliorer les droits du travail et les droits humains.

<sup>2</sup> Luc Cortebeek in *De Standaard*, 6 avril 2021.

<sup>3</sup> Lettre de la *Tweede Kamer* néerlandaise relative à la concertation avec les fédérations sportives nationales et internationales concernant les droits humains et le suivi de la motion Servaes.

de verspreiding van "valse" informatie strafbaar, evenals de online publicatie van informatie die schadelijk is voor de "sociale waarden" van Qatar. De Speciale VN-Rapporteur voor de Mensenrechten uitte haar zorg over de 'inmenging' van de regering in juridische procedures.

Maar in het decennium tussen de toewijzing van het WK aan Qatar en vandaag is er ook heel wat vooruitgang geboekt, vooral op vlak van arbeidsrechten te wijten aan de internationale druk en het werk van vakorganisaties en de ILO (IAO, Internationale Arbeidsorganisatie). Twee centrale elementen van het Kafala systeem werden intussen wettelijk ontmanteld, ook al is er nog werk op andere elementen van het systeem en in de handhaving en implementatie. Arbeidsbemiddeling gebeurt door officiële bureaus, betaald door de werkgever. Werknemers kunnen van werk veranderen en kunnen terug naar huis wanneer ze dat wensen. Een minimumloon werd onderhandeld, het eerste in de Golfstaten. Werknemerscomités worden opgericht, hoewel het voor arbeidsmigranten nog steeds verboden is om zich bij vakbonden aan te sluiten. In Doha kwam er een bureau van de IAO, dat samen met internationale sectorvakbonden het klachtensysteem opvolgt. Inspectiediensten controleren de veiligheid en gezondheid van werknemers ter plaatse<sup>2</sup>. In 2017 ondertekenden Qatar en de ILO een technische samenwerkingsovereenkomst om arbeidshervormingen door te voeren en de situatie van arbeidsmigranten te verbeteren. De samenwerking tussen de ILO en Qatar heeft verschillende hervormingen teweeggebracht, waaronder de invoering van elektronische betalingen om uitstel van salarissen effectiever tegen te gaan, en de oprichting van medezeggenschapsraden waarin gekozen werknemersvertegenwoordigers in dialoog kunnen met managementvertegenwoordigers. In januari 2020 werd de *Exit Permit* vereiste afgeschaft, waardoor werknemers zonder toestemming van hun werkgever het land kunnen verlaten<sup>3</sup>. Maar het werk is nog niet klaar. De nieuwe wetgeving is een ommekeer en is in uitvoering, maar de problemen zijn niet helemaal weg en er zullen nog wanpraktijken aan het licht komen. Opvolging en internationale druk blijven belangrijk. Veel aandacht moet ook gaan naar het respecteren van arbeids- en mensenrechten na het Wereldkampioenschap. Toch toont de afgelegde weg aan dat sport in het algemeen en meer in het bijzonder de mogelijkheid tot organisatie van een groot internationaal evenement, een hefboom kan zijn voor het verbeteren van de arbeids- en mensenrechten.

<sup>2</sup> Luc Cortebeek in *De Standaard*, 6 april 2021.

<sup>3</sup> Brief van de Nederlandse Tweede Kamer inzake overleg met de nationale en internationale sportbonden over mensenrechten en de opvolging van de motie Servaes.

## Sport et droits humains

Si nous sommes arrivés à une situation où de grands événements sportifs internationaux sont attribués à des pays où les libertés et les droits fondamentaux sont sous pression, c'est notamment parce que l'on a trop longtemps considéré que le sport et la politique doivent rester séparés. Ce point de vue est dépassé. Le sport et la politique sont liés et des valeurs importantes, telles que les droits humains et les droits du travail, peuvent également contribuer à un monde meilleur via le sport. Nous avons pu nous rendre compte récemment encore de l'impact que peuvent avoir des personnalités sportives de premier plan qui s'engagent pour des thèmes sociétaux, tels que l'égalité des chances, la santé mentale et la lutte contre le racisme.

Nous avons trop souvent fermé les yeux à cet égard par le passé. Amnesty International décrit la problématique concernant le sport et les droits humains en ces termes:

“En ce qui concerne, des grands événements sportifs, tels que la Coupe du monde de football ou les Jeux olympiques, les violations des droits humains peuvent prendre deux formes. Premièrement, certaines violations sont directement liées à l'organisation de l'événement ou au rôle de pays hôte. Songeons, par exemple, à cet égard aux expulsions forcées en vue de la construction de stades et d'autres infrastructures, ou à l'exploitation d'ouvriers qui participent à ce chantier. Il y a par ailleurs des violations qui ne sont pas directement liées à l'organisation de l'événement sportif, mais qui risquent de s'aggraver à l'approche de l'événement, comme, par exemple, lorsque le pays hôte réprime la liberté d'expression, car les autorités ne veulent pas de fauteurs de troubles au moment où les yeux du monde entier sont tournés vers leur pays.”

Les pouvoirs publics du pays hôte ont évidemment la responsabilité primaire de protéger les droits de l'homme sur leur territoire. Mais les organisateurs – par exemple les organisations internationales, telles que la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et le Comité International Olympique (CIO), ont également une part de responsabilité en matière de respect des droits humains. Cela signifie qu'elles doivent agir en faisant preuve de diligence raisonnable (“*due diligence*”) afin d'empêcher que l'organisation d'une Coupe du monde ou de Jeux olympiques conduise à des violations des droits humains ou y contribue.

Les entreprises peuvent contribuer de différentes manières à un événement sportif, de son parrainage à la construction de stades en passant par la vente de produits dérivés. À cet égard également, toutes les entreprises ont une responsabilité en matière de respect

## Sport en mensenrechten

Dat we in een situatie zijn terecht gekomen waarbij grote internationale sportevenementen worden toegewezen aan landen waar fundamentele rechten en vrijheden onder druk staan, heeft ermee te maken dat we te lang hebben volgehouden dat sport en politiek gescheiden moeten blijven. Die mening is achterhaald. Sport en politiek zijn met elkaar verbonden en belangrijke waarden zoals mensenrechten en arbeidsrechten kunnen via de sport ook bijdragen aan een betere wereld. We hebben recent nog de impact gezien van grote sportpersoonlijkheden die maatschappelijke thema's als gelijke kansen, mentale gezondheid en de strijd tegen racisme aan de kaak stellen.

In het verleden hebben we hier te vaak de ogen voor gesloten. Amnesty International beschrijft de problematiek rond sport en mensenrechten als volgt:

“Rondom grote sportevenementen, zoals het wereldkampioenschap voetbal of de Olympische Spelen, kunnen twee vormen van mensenrechtenschendingen voorkomen. Allereerst zijn er schendingen die een direct verband hebben met de organisatie van het evenement of met het optreden als gastland. Denk hierbij bijvoorbeeld aan gedwongen huisuitzettingen voor de bouw van stadions en andere infrastructuur, of aan uitbuiting van arbeiders die betrokken zijn bij die bouw. Daarnaast zijn er schendingen die niet direct samenhangen met de organisatie van het sportevenement, maar waarvan het risico bestaat dat ze rondom het evenement zullen verergeren. Bijvoorbeeld wanneer het gastland de vrijheid van meningsuiting onderdrukt, omdat de autoriteiten geen oproerkraaiers willen nu het land wereldwijd in de belangstelling staat.

De overheid heeft als gastland uiteraard de primaire verantwoordelijkheid om de mensenrechten in het land te beschermen. Daarnaast hebben ook de organisatoren – denk aan internationale organisaties als de wereldvoetbalbond FIFA en het Internationaal Olympisch Comité (IOC) – een verantwoordelijkheid tot het respecteren van de mensenrechten. Dit betekent dat ze met gepaste zorgvuldigheid – *due diligence* – moeten handelen om te voorkomen dat het organiseren van een WK of Olympische Spelen mensenrechtenschendingen veroorzaakt of eraan bijdraagt.

Bedrijven kunnen op uiteenlopende manieren een bijdrage leveren aan een sportevenement, van het sponsoren ervan tot het bouwen van stadions en de verkoop van merchandise. Ook hier geldt dat alle bedrijven een verantwoordelijkheid hebben om de mensenrechten

des droits humains. Elles doivent prévenir la violation de ces droits et agir avec le plus grand soin afin que leurs activités ou relations commerciales n'aient pas d'incidences négatives. Ce point est mentionné dans les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011). Il ne s'agit pas d'une obligation légale, mais d'une norme généralement acceptée à laquelle souscrit unanimement le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. En outre, la Commission européenne travaille à une initiative législative qui imposerait un devoir de diligence aux entreprises et les États membres de l'UE ont approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2020 un plan de la Commission visant à imposer aux entreprises une nouvelle obligation de vérifier leurs chaînes de valeur pour détecter les violations des droits humains telles que le travail des enfants et l'esclavage. L'actuel accord de gouvernement prévoit également la possibilité de créer un cadre national de soutien qui, dans l'intervalle, a déjà été concrétisé par une proposition de loi à l'examen dans ce parlement<sup>4</sup>.

Les choses sont pourtant en train de changer lentement mais sûrement. Les grandes organisations sportives internationales, telles que le CIO et la FIFA, se font par exemple assister par la *Sports & Rights alliance* créée en 2015. Il s'agit d'une coalition d'ONG et de syndicats qui utilisent leur influence pour exercer des pressions sur des organisations sportives mondiales de manière à ce que leur prise de décision et leurs activités respectent les normes internationales en matière des droits humains, des droits du travail et de lutte contre la corruption, conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains<sup>5</sup>.

En 2017, trois ans après les Jeux olympiques d'hiver controversés de Sochi de 2014, le CIO a décidé qu'il imposerait dorénavant des exigences plus sévères aux villes olympiques. Le contrat standard que le CIO conclut préalablement avec ces villes prévoit désormais que les droits humains doivent être protégés. Si des problèmes devaient tout de même se produire, les éventuelles victimes devraient être indemnisées conformément aux normes internationales en matière de droits humains. Le CIO a également introduit en 2020 de nouvelles directives pour les Jeux olympiques. Des droits humains, dont la lutte contre la discrimination, des droits du travail et des mesures de lutte contre la corruption, y ont été intégrés.

La FIFA semble être déjà bien plus avancée que le CIO sur la question des droits humains et des droits du travail. La Fédération internationale de football association (FIFA) a opéré un revirement en 2015 lorsque Sepp Blatter a décidé, en fin de mandat, de faire siennes les directives relatives aux droits humains que les Nations

te respecter. Zij moeten de inbreuk op deze rechten voorkomen en uiterst zorgvuldig handelen om ervoor te zorgen dat hun zakelijke activiteiten of relaties geen negatieve invloed hebben. Dit staat in de *Guiding Principles on Business and Human Rights* van de Verenigde Naties (2011). Dit is geen wettelijke verplichting, maar wel een algemeen geaccepteerde standaard, die is unaniem onderschreven door de VN-Mensenrechtenraad. Bovendien werkt de Europese Commissie aan een wetgevend initiatief waarbij ondernemingen een zorgplicht zou worden opgelegd en hebben de EU-lidstaten op 1 december 2020 ingestemd met een plan van de Europese Commissie om ondernemingen bijkomend de verplichting op te leggen hun waardeketen te controleren op mogelijke schendingen van de mensenrechten, zoals kinderarbeid en slavernij. In het huidige regeerakkoord werd ook de mogelijkheid tot een ondersteunend nationaal kader opgenomen, dat intussen reeds vorm kreeg in een wetsvoorstel dat voorligt in dit parlement<sup>4</sup>.

Toch lijkt er traag maar gestaag verandering op til. De grote internationale sportorganisaties zoals IOC en FIFA laten zich bijvoorbeeld bijstaan door de in 2015 opgerichte *Sports & Rights alliance*, een coalitie van NGO's en vakbonden die hun invloed gebruiken om wereldwijde sportorganisaties onder druk te zetten om ervoor te zorgen dat hun besluitvorming en activiteiten de internationale normen voor mensenrechten, arbeidsrechten en anticorruptie respecteren, in overeenstemming met de *UN Guiding Principles on Business and Human Rights*<sup>5</sup>.

In 2017, drie jaar na de gecontesteerde Winterspelen van Sotsji in 2014, besloot het IOC voortaan strengere eisen te stellen aan olympische steden. In het standaardcontract dat het IOC vooraf met die steden afsluit werd de voorwaarde opgenomen dat mensenrechten beschermd moeten worden. En als het dan toch misgaat zouden eventuele slachtoffers gecompenseerd moeten worden in lijn met internationale mensenrechtenstandaarden. Het IOC introduceerde in 2020 ook nieuwe richtlijnen voor de Olympische Spelen. Mensenrechten – waaronder het tegengaan van discriminatie, arbeidsrechten en anticorruptiemaatregelen – zijn daarin opgenomen.

De FIFA lijkt al een stuk verder dan het IOC te staan in de discussie over mensenrechten en arbeidsrechten. De wereldvoetbalbond ging in 2015 overstag toen Sepp Blatter in zijn nadagen besloot de Mensenrechtenrichtlijnen te omarmen die de VN voor het bedrijfsleven heeft opgesteld. Daarmee zei

<sup>4</sup> *Doc. parl., Chambre, 2020-2021, DOC 55 1903/001.*

<sup>5</sup> <https://sportandrightsalliance.org>.

<sup>4</sup> *Parl. St., Kamer, 2020-2021, DOC 55 1903/001.*

<sup>5</sup> <https://sportandrightsalliance.org>.

unies ont élaborées pour les entreprises. La FIFA a ainsi indiqué qu'elle assumerait dorénavant la responsabilité des violations des droits humains liées à ses activités. Les victimes éventuelles devront être indemnisées. En 2016 a également paru un rapport du professeur John G. Rugie de l'Université d'Harvard qui, à la demande de la FIFA, a formulé 25 recommandations afin d'ancrer le respect des droits humains dans l'ensemble de l'organisation<sup>6</sup>. Certaines de ces recommandations portent aussi spécifiquement sur l'attribution et l'organisation de grands tournois:

— recommandation 3.2: *“FIFA should include human rights within its criteria for evaluating bids to host tournaments and should make them a substantive factor in host selection.”*

— recommandation 4.1: *“FIFA should set explicit human rights requirements of Local Organising Committees in bidding documents for tournaments and provide guidance on them.”*

— recommandation 4.3: *“FIFA should work with Local Organising Committees to engage their host governments throughout the tournament cycle in efforts to reduce human rights risks associated with tournaments.”*

La FIFA a dès lors élaboré de nouveaux critères importants pour la Coupe du monde de 2026, en ce qui concerne les droits humains, auxquels les candidats organisateurs devront satisfaire. Une lacune est que la FIFA n'en fait pas encore une condition générale pour tous les autres tournois qui relèvent également de son organisation. En outre, depuis quelques années, l'article 3 des statuts de la FIFA lui assigne clairement des responsabilités en matière de droits humains. Il s'agit désormais de mettre en œuvre concrètement ces directives et ces promesses, de les imposer et d'assurer le contrôle de leur respect.

### Objectif

Mieux vaut prévenir que guérir. La présente résolution vise à inciter tous les acteurs concernés dans notre pays à respecter les droits humains fondamentaux, et en particulier les droits du travail, dans le cadre des décisions d'attribution des grands événements sportifs internationaux. On évitera ainsi autant que possible que des problèmes inacceptables ne soient révélés qu'après

<sup>6</sup> [https://www.hks.harvard.edu/sites/default/files/centers/mrcbg/programs/crilfiles/Ruggie\\_humanrightsFIFA\\_reportApril2016.pdf](https://www.hks.harvard.edu/sites/default/files/centers/mrcbg/programs/crilfiles/Ruggie_humanrightsFIFA_reportApril2016.pdf).

Fifa voortaan verantwoordelijkheid te zullen nemen voor mensenrechtenschendingen die worden gepleegd als gevolg van haar activiteiten. Eventuele slachtoffers zullen gecompenseerd moeten worden. In 2016 verscheen ook een rapport van prof. John G. Rugie van de Universiteit van Harvard, die op vraag van FIFA 25 aanbevelingen formuleerde om het respect voor mensenrechten te verankeren in de hele organisatie<sup>6</sup>. Enkele van die aanbevelingen hebben ook specifiek betrekking op de toekenning en organisatie van grote toernooien:

— aanbeveling 3.2: *“FIFA should include human rights within its criteria for evaluating bids to host tournaments and should make them a substantive factor in host selection.”*

— aanbeveling 4.1: *“FIFA should set explicit human rights requirements of Local Organising Committees in bidding documents for tournaments and provide guidance on them.”*

— aanbeveling 4.3: *“FIFA should work with Local Organising Committees to engage their host governments throughout the tournament cycle in efforts to reduce human rights risks associated with tournaments.”*

De FIFA heeft voor het WK van 2026 dan ook nieuwe en belangrijke vereisten wat betreft mensenrechten opgesteld, waaraan kandidaat-organisatoren moeten voldoen. Een tekortkoming is dat FIFA dit nog niet als algemene vereiste opneemt voor alle andere toernooien die ook onder hun organisatie vallen. In artikel 3 van de statuten van de FIFA zijn sinds enkele jaren ook verantwoordelijkheden op het vlak van de mensenrechten duidelijk opgenomen. Het komt er nu op aan deze richtlijnen en beloftes concreet te gaan implementeren, afdwingen en monitoren.

### Doelstelling

Voorkomen is beter dan genezen. Deze resolutie heeft tot doel om alle betrokken actoren in ons land aan te sporen om het respect voor de fundamentele mensenrechten, en in het bijzonder de rechten van arbeiders, na te leven bij beslissingen over de toekenning van grote internationale sportevenementen. Op die manier vermijden we zoveel als mogelijk de situatie waarbij pas na toekenning en in voorbereiding van het evenement zaken aan het licht komen die niet door de

<sup>6</sup> [https://www.hks.harvard.edu/sites/default/files/centers/mrcbg/programs/crilfiles/Ruggie\\_humanrightsFIFA\\_reportApril2016.pdf](https://www.hks.harvard.edu/sites/default/files/centers/mrcbg/programs/crilfiles/Ruggie_humanrightsFIFA_reportApril2016.pdf).



l'attribution de l'événement et au cours de sa préparation, relançant le débat sur un éventuel boycott.

beugel kunnen en waarna opnieuw de discussie start over een mogelijke boycot.

Vicky REYNAERT (Vooruit)  
Malik BEN ACHOUR (PS)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le respect des droits humains et des droits du travail est régulièrement mis sous pression lors de l'organisation d'événements sportifs internationaux de grande envergure;

B. s'inquiétant à propos de l'attribution de l'organisation d'événements sportifs internationaux de grande envergure à des pays à la très mauvaise réputation en matière de respect des droits humains, comme l'attribution des Coupes du monde de football 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar et des Jeux olympiques d'hiver 2022 à Pékin, ainsi qu'à propos des violations des droits humains perpétrées dans le cadre de ces manifestations sportives;

C. constatant que l'organisation de tels événements, comme les Jeux d'hiver à Sochi et la Coupe du monde de football au Qatar, s'accompagne également de violations des droits du travail et de conditions de travail souvent déplorables;

D. considérant que les droits des travailleurs, en ce compris le droit à de bonnes conditions de travail et la liberté d'association, constituent des droits fondamentaux qui sont consacrés dans des traités internationaux dont l'application doit être garantie à tout moment;

E. vu la nécessité d'une position belge, européenne et internationale cohérente lors de la candidature, de la sélection et, *in fine*, de l'attribution de manifestations, notamment sportives, à dimension internationale au regard des droits humains, de la liberté d'expression (Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950) et des conditions sociales et environnementales;

F. considérant que des événements sportifs nationaux et internationaux comme les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football ne doivent pas servir à des fins politiques, mais être organisés dans le respect total de l'ensemble des droits humains, conformément à la Charte olympique, et doivent viser un développement harmonieux de l'humanité en vue de la promotion d'une société pacifique soucieuse de préserver les droits humains et la dignité humaine, sans discrimination fondée sur des motifs comme la nationalité, la race, la religion, les opinions politiques, le sexe, l'identité de

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat bij de organisatie van grote internationale sportevenementen het respect voor mensenrechten en arbeidsrechten regelmatig onder druk staat;

B. maakt zich zorgen over de toekenning van de organisatie van grote internationale sportevenementen aan landen met een erg povere staat van dienst wat mensenrechten betreft, zoals het Wereldkampioenschap voetbal van 2018 in Rusland en van 2022 in Qatar en de Olympische Winterspelen van 2022 in Peking, alsook over mensenrechtenschendingen als gevolg van sportevenementen;

C. constaterende dat bij de organisatie van deze evenementen, zoals de winterspelen in Sotsji en het WK voetbal in Qatar, ook werknemersrechten geschonden worden en arbeidsomstandigheden vaak erbarmelijk zijn;

D. overwegende dat werknemersrechten, waaronder het recht op goede arbeidsomstandigheden en de vrijheid van vereniging, fundamentele rechten zijn die zijn vastgelegd in internationale verdragen die ten allen tijde moeten worden gewaarborgd;

E. overwegende dat België, Europa en de internationale gemeenschap in verband met de kandidaatstelling, de selectie en de uiteindelijke toewijzing van manifestaties met internationale uitstraling, in het bijzonder sportmanifestaties, een coherent standpunt dienen in te nemen ten aanzien van de mensenrechten, de vrijheid van meningsuiting (Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden), alsook de sociale en de milieugerelateerde omstandigheden;

F. overwegende dat de organisatie van nationale en internationale sportevenementen als de Olympische Spelen en de wereldkampioenschappen voetbal niet mag worden gebruikt voor politieke doeleinden, maar moet verlopen aan de hand van een volledige eerbiediging van alle mensenrechten, zoals verankerd in het Olympisch Handvest, en dat deze evenementen gericht moeten zijn op een harmonieuze ontwikkeling van de mensheid, met het oog op de bevordering van een vreedzame samenleving waarin de bescherming van de mensenrechten en de menselijke waardigheid

genre, l'orientation sexuelle ou toute autre caractéristique liée au sexe;

G. considérant que le boycott total de manifestations sportives à dimension internationale, comme la Coupe du monde de football ou les Jeux olympiques, est contre-productif et inefficace puisque seuls les sportifs en pâtissent et que seule une réaction politico-diplomatique s'impose face à une telle situation;

H. vu le Pacte mondial (*UN Global Compact - Guiding principles on Business and Human Rights*) par lequel des entreprises s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés relatifs aux droits humains, aux normes de travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption;

I. soulignant que la Commission européenne a annoncé, le 29 avril 2020, une initiative législative visant à imposer un devoir de vigilance aux entreprises, et que les États membres de l'Union européenne ont adopté, le 1<sup>er</sup> décembre 2020, un plan de la Commission européenne obligeant en outre les entreprises à contrôler leur chaîne de valeur pour y détecter d'éventuelles violations des droits humains telles que le travail des enfants et l'esclavage;

J. renvoyant au passage de l'accord de gouvernement qui indique que le gouvernement s'engage à participer activement et de manière constructive aux négociations sur la future convention des Nations unies sur les entreprises et les droits humains. Le gouvernement jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un cadre législatif européen sur le devoir de diligence. Dans la mesure du possible, un cadre national de soutien sera mis en place à cette fin.

K. renvoyant à l'article 3 des statuts de la FIFA, qui s'énonce comme suit: "La FIFA s'engage à respecter tous les droits de l'homme internationalement reconnus et elle mettra tout en œuvre pour promouvoir la protection de ces droits";

L. renvoyant aux travaux de l'organisation *Sports and Rights Alliance*, dont font notamment partie *Human Rights Watch*, Amnesty International et la *World Players Association* et qui ont une influence directe sur la politique de respect des droits humains des organisateurs de manifestations sportives de grande envergure;

M. vu la révision du contrat "ville hôte" du Comité international olympique (CIO), qui stipule désormais que les

hoog op de agenda staan, zonder discriminatie op basis van gronden als nationaliteit, ras, godsdienst, politieke voorkeur, geslacht, genderidentiteit, seksuele geaardheid of geslachtskenmerken;

G. gelet op het feit dat een totale boycot van sportmanifestaties met internationale uitstraling zoals het wereldkampioenschap voetbal of de Olympische Spelen contraproductief en ondoeltreffend is, omdat alleen de sporters daarvan het slachtoffer zijn en een dergelijke situatie onvermijdelijk een politiek-diplomatieke reactie vereist;

H. wijst op het Wereldpact (*UN Global Compact - Guiding principles on Business and Human Rights*) waarbij ondernemingen zich ertoe verbinden hun handelingen en strategieën af te stemmen op tien algemeen aanvaarde beginselen in verband met de mensenrechten, de arbeidsnormen, het milieu en de bestrijding van de corruptie;

I. wijst erop dat de Europese Commissie op 29 april 2020 een wetgevingsinitiatief heeft aangekondigd waarbij de ondernemingen een zorgplicht zou worden opgelegd en de EU-lidstaten op 1 december 2020 hebben ingestemd met een plan van de Europese Commissie om de ondernemingen bijkomend de verplichting op te leggen hun waardeketen te controleren op mogelijke schendingen van de mensenrechten, zoals kinderarbeid en slavernij;

J. wijst op de passage in het regeerakkoord, die stelt dat deze regering zich engageert om actief en constructief deel te nemen aan de onderhandelingen over het toekomstig VN-Verdrag inzake Bedrijven en Mensenrechten. De regering zal een voortrekkersrol spelen in de uitwerking van een Europees wetgevend kader inzake zorgplicht. Waar mogelijk zal hiertoe een ondersteunend nationaal kader uitgewerkt worden;

K. wijst op artikel 3 van de statuten van de FIFA: "*FIFA is committed to respecting all internationally recognized human rights and shall strive to promote the protection of these rights*";

L. wijst op het werk van de *Sports and Rights Alliance*, waar onder meer *Human Rights Watch*; Amnesty International en de *World Players Association* deel van uitmaken en die directe invloed hebben op het mensenrechtenbeleid van organisatoren van grote sportevenementen;

M. wijst op het herziene gaststedencontract van het IOC, dat kandidaat-steden voor de Olympische Spelen

viles candidates à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 sont tenues de protéger et de respecter les droits humains. Les villes hôtes devront "protéger et respecter les droits de l'homme et veiller à ce qu'il soit remédié à toute violation des droits de l'homme, d'une manière conforme aux accords internationaux, lois et règlements applicables dans le Pays hôte et conforme à toutes les normes et à tous les principes reconnus au niveau international, y compris les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, applicables dans le Pays hôte.";

N. vu la création par l'URBSFA d'une plateforme d'information et de concertation sur le Qatar dans le cadre de laquelle la FIFA, Amnesty International et les syndicats se concerteront à propos des conditions de vie et de travail de tous les collaborateurs associés à la coupe du monde, dans le but de veiller à ce que le football soit un catalyseur de changement durable au Qatar et au Moyen-Orient pour les droits de l'homme et les conditions de vie et de travail de toutes les populations,".

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'œuvrer, tant au niveau international qu'en coopération avec les différentes fédérations et associations sportives, pour l'inscription de normes en matière de droits humains, notamment en matière de droits des travailleurs, dans les règlements des fédérations sportives internationales, qui seront applicables dans le cadre de l'attribution et de l'organisation de grands événements sportifs;

2. d'encourager les organisateurs et les pays hôtes d'événements sportifs internationaux de grande envergure à préciser au préalable dans des documents contraignants que leurs autorités doivent respecter et protéger les droits humains et les droits des travailleurs dans le cadre de l'événement sportif, comment elles procéderont à cet égard et quelles seront les conséquences en cas de violation de ces droits;

3. de lancer à cet égard un appel aux organisations et fédérations internationales comme la FIFA et le Comité international olympique, afin qu'ils appliquent intégralement leurs valeurs et leurs chartes fondatrices dans le cadre des candidatures et de l'organisation de manifestations, notamment sportives, à dimension internationale;

4. d'élaborer à cet égard un mécanisme de contrôle permettant de contrôler le respect de ces règles et d'intervenir à temps si cela s'avère nécessaire, ce qui pourrait aller jusqu'à l'annulation de l'organisation de l'événement;

van 2024 verplicht om mensenrechten te beschermen en te respecteren. Gaststeden moeten "mensenrechten beschermen en respecteren, en ervoor zorgen dat elke schending van deze rechten wordt hersteld in overeenstemming met internationale afspraken, wetten en regels van toepassing in het gastland, en in overeenstemming met alle internationaal erkende mensenrechtenstandaarden en -principes, met inbegrip van de VN-richtlijnen voor bedrijfsleven en mensenrechten, van toepassing in het gastland.";

N. wijst op de oprichting door de KBVB van een informatie- en overlegplatform over Qatar waarbinnen FIFA, Amnesty International en vakbonden in overleg gaan over de leef- en werkomstandigheden van alle medewerkers die betrokken zijn bij het WK en met als doelstelling erover te waken dat het voetbal een blijvende en duurzame katalysator is voor verandering in Qatar en het Midden-Oosten op vlak van mensenrechten en leef- en werkomstandigheden voor alle bevolkingsgroepen,".

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. zich zowel in internationaal verband als in samenwerking met de verschillende sportkoepels en sportbonden in te zetten voor de opname van mensenrechten-normen, in het bijzonder van werknemersrechten, in de reglementen van internationale sportfederaties, die gelden bij het toewijzen en bij de organisatie van grote sportevenementen;

2. organisatoren en gastlanden van grote internationale sportevenementen aan te zetten om vooraf in bindende documenten vast te leggen dat autoriteiten de mensenrechten en rechten van werknemers dienen te respecteren en beschermen in de context van het sportevenement, hoe deze geremedieerd zullen worden en welke de consequenties zullen zijn indien er toch schendingen optreden;

3. daarbij een oproep te lanceren naar de internationale organisaties en koepelorganen zoals de FIFA en het Internationaal Olympisch Comité om de waarden en handvesten waarnaar ze verwijzen, onverkort toe te passen bij het toezicht over de kandidaatstelling en de organisatie van manifestaties met internationale uitstraling, in het bijzonder sportmanifestaties;

4. hier een controlemechanisme rond uit te werken dat toeziet op de naleving van die regels en het toelaat om tijdig in te grijpen indien nodig, met inbegrip van het schrappen van de organisatie van het evenement;

5. d'entamer, en concertation avec les gouvernements des entités fédérées, une concertation avec les différents fédérations sportives, acteurs économiques, syndicats et organisations de la société civile à propos des conditions permettant leur participation à de tels événements;

6. de prendre comme pierre de touche à cet égard la Déclaration universelle des droits de l'homme et la ratification des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail;

7. d'élaborer, en coopération avec nos partenaires européens, un cadre politique européen en matière de sport et de droits humains, qui accordera une attention spécifique aux droits des travailleurs;

8. de mettre à profit le temps qui nous sépare de la coupe du monde 2022 pour intensifier la pression sur le Qatar, dans le cadre de notre diplomatie bilatérale, en contact avec l'URBSFA et la FIFA, et avec les pays partenaires européens, afin d'encourager le Qatar à mener des réformes en matière de respect des droits humains et des droits des travailleurs, notamment à prévoir des compensations pour les travailleurs dont les droits auraient été violés;

9. de subordonner l'octroi de toute aide d'État belge en faveur de tout élément de pareils événements à la diligence requise en matière de droits humains et de droits du travail.

16 septembre 2021

5. in samenwerking met de deelstaatregeringen overleg op te starten met de verschillende sportfederaties, actoren uit het bedrijfsleven, vakbonden en organisaties uit het maatschappelijk middenveld over de voorwaarden voor hun deelname aan dergelijke evenementen;

6. daarbij de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de ratificatie van de acht fundamentele verdragen van de IAO als toetssteen te nemen;

7. samen met Europese partnerlanden een EU-beleidskader inzake sport en mensenrechten uit te werken, met bijzondere aandacht voor de rechten van arbeiders;

8. de tijd tot het WK 2022 te gebruiken om binnen de eigen bilaterale diplomatie, in contacten met de KBVB en FIFA en samen met Europese partnerlanden de druk op Qatar op te voeren om verdere hervormingen door te voeren op vlak van mensenrechten en rechten van arbeiders, met inbegrip van het voorzien van compensaties voor werknemers wiens rechten geschonden werden;"

9. elke Belgische staatssteun aan enig onderdeel van dergelijke evenementen afhankelijk te maken van adequate zorgvuldigheid op het gebied van mensenrechten en arbeidsrechten.

16 september 2021

Vicky REYNAERT (Vooruit)  
Malik BEN ACHOUR (PS)